



## RDC

| Annulation du sommet entre le Rwanda et la RDC à Luanda

## GAMBIE

| La CEDEAO établit un tribunal spécial pour juger les crimes de l'ère Yahya Jammeh

## GABON

| Le général Brice Clotaire Oligui Nguema promulgue la Nouvelle Constitution et marque l'entrée dans la Ve République

## CÔTE D'IVOIRE

| Lancement des travaux de construction de la Mine d'Or Koné, la plus grande du pays

**UN PARCOURS ENGAGÉ  
ENTRE FINANCE ET  
DÉVELOPPEMENT**

**GRAND FORMAT**

# N'DOLI JEAN- HUGUES CHERIF



# SOMMAIRE

POLITIQUE

CONFLIT DANS L'EST DE LA RDC : ANNULATION DU SOMMET ENTRE LE RWANDA ET LA RDC À LUANDA

3 - 4

GAMBIE : LA CEDEAO ÉTABLIT UN TRIBUNAL SPÉCIAL POUR JUGER LES CRIMES DE L'ÈRE YAHYA JAMMEH

5 - 6

GABON : LE GÉNÉRAL BRICE CLOTAIRE OLIGUI NGUEMA PROMULGUE LA NOUVELLE CONSTITUTION ET MARQUE L'ENTRÉE DANS LA 1<sup>ÈRE</sup> RÉPUBLIQUE

7

ÉCONOMIE

CÔTE D'IVOIRE : LANCEMENT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA MINE D'OR KONÉ, LA PLUS GRANDE DU PAYS

8 - 9

NIGERIA : SEPLAT ENERGY ACQUIERT LES ANCIENS Puits DE PÉTROLE ABANDONNÉS PAR EXXON MOBIL

10

ALGÉRIE : LE GOUVERNEMENT VEUT ACCROÎTRE SA CAPACITÉ DE PRODUCTION DE POISSONS

11

GRAND FORMAT

N'DOLI JEAN-HUGUES CHERIF  
UN PARCOURS ENGAGÉ ENTRE  
FINANCE ET DÉVELOPPEMENT



12 - 20

SOCIÉTÉ

CAF AWARDS 2024 : ADEMOLA LOOKMAN, BALLON D'OR AFRICAIN APRÈS UNE SAISON ÉCLATANTE

21 - 22

GÉNOCIDE DES TUTSIS AU RWANDA : CONFIRMATION DE LA RÉCLUSION À PERPÉTUITÉ POUR UN ANCIEN GENDARME RWANDAIS, NATURALISÉ FRANÇAIS

23

NIGERIA : UNE ÉTUDE ALARMANTE RÉVÈLE 600 000 ASSASSINATS ET 2 MILLIONS DE KIDNAPPINGS EN UNE ANNÉE

24

MOZAMBIQUE : CATASTROPHE APRÈS LE PASSAGE DU CYCLONE CHIDO, L'UNICEF TIRE LA SONNETTE D'ALARME POUR LES ENFANTS VULNÉRABLES

25

TRAGÉDIE EN MÉDITERRANÉE : 20 MIGRANTS PERDENT LA VIE DANS UN NAUFRAGE AU LARGE DE LA TUNISIE

26

Photo : AFP

POLITIQUE



**RDC** 

**CONFLIT DANS L'EST DE  
LA RDC : ANNULATION DU  
SOMMET ENTRE LE RWANDA  
ET LA RDC À LUANDA**



RDC

POLITIQUE



# Conflit dans l'Est de la RDC : Annulation du sommet entre le Rwanda et la RDC à Luanda

Le sommet tant attendu entre les présidents congolais et rwandais, prévu dans la capitale angolaise, a été annulé. Cette rencontre, organisée à l'initiative de João Lourenço, le président angolais et médiateur de l'Union africaine, visait à conclure un accord de paix. Cependant, des tensions survenues avant même l'arrivée des chefs d'État ont conduit à l'échec de cette réunion.

L'annonce officielle de l'annulation a été faite par la présidence angolaise et confirmée par la délégation congolaise. « Il est clair que la tripartite n'aura pas lieu, car une des parties est absente », a déclaré une source sur place. En effet, le président rwandais, Paul Kagame, n'a pas fait le déplacement à Luanda. Selon Kigali, cette absence est due à une impasse dans les discussions, résultant du refus de Kinshasa de négocier directement avec le groupe armé M23, comme rapporté par un média étranger.

Olivier Nduhungirehe, ministre rwandais des Affaires étrangères, a souligné que le sommet n'avait plus de « raison d'être » en raison de cette impasse. « Nous avons été invités à ce sommet par lettre du facilitateur le 30 novembre, qui indiquait que la partie congolaise avait donné son accord pour dialoguer avec le M23 dans le cadre du processus de Nairobi. Cependant, à notre arrivée à Luanda, nous avons été surpris d'apprendre que la ministre des Affaires étrangères de la RDC avait catégoriquement rejeté toute idée de dialogue avec le M23, ce qui contredisait l'accord initial », a-t-il déclaré. Du côté congolais, on accuse le Rwanda de « mauvaise foi ». « Depuis le début du processus, il n'a jamais été question de conditionner la signature de l'accord à un dialogue avec le M23, ce qui constitue une ligne rouge. Le président Tshisekedi l'a répété à plusieurs reprises : nous ne dialoguerons pas avec le M23, car ce groupe n'existe pas ; c'est le Rwanda qui est derrière », a affirmé Tina Salama, porte-parole de la

présidence congolaise. Elle a ajouté : « Nous considérons cela comme un obstacle majeur aux efforts de rétablissement de la paix dans l'est de la RDC. Plusieurs réunions ministérielles ont eu lieu sans que cette question ne soit abordée. »

Des tensions avaient déjà émergé samedi, en fin de journée, lorsque les ministres des Affaires étrangères ont entamé leurs discussions. Les réunions protocolaires entre les délégations et les Angolais s'étaient déroulées sans incident, et une source diplomatique avait même confirmé qu'un accord était en préparation. Cependant, lorsque les détails de cet accord ont été discutés, les tensions ont éclaté. Malgré des négociations qui ont duré une grande partie de la nuit, les chefs de la diplomatie n'ont pas réussi à trouver un terrain d'entente. La question se pose désormais : cet échec va-t-il compromettre le processus de Luanda ? À Kinshasa, certains diplomates demeurent prudents, estimant que le président angolais tentait d'obtenir un accord de paix dans la précipitation. « Cette condition posée par le Rwanda compromet le processus de paix et montre son manque d'engagement pour la paix », a déclaré Tina Salama.

Le ministre rwandais des Affaires étrangères a, de son côté, affirmé que les consultations devaient se poursuivre avec le facilitateur de Luanda et celui du processus de Nairobi. « Lorsque nous recevrons une proposition concrète et sérieuse concernant le dialogue avec le M23, le Rwanda sera prêt à revenir à Luanda pour signer cet accord », a-t-il ajouté. Le président congolais, quant à lui, est arrivé à Luanda dimanche matin pour un entretien avec le président angolais et l'ancien président kényan, Uhuru Kenyatta, qui supervise l'autre processus de négociation avec les groupes armés.





*Photo : AFP*



## La CEDEAO établit un tribunal spécial pour juger les crimes de l'ère Yahya Jammeh

Dans une décision qualifiée d'« historique », la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a annoncé, le dimanche 15 décembre, la création d'un tribunal spécial destiné à juger les crimes commis durant la dictature de Yahya Jammeh en Gambie, qui a duré de 1994 à 2017. Ce tribunal vise à poursuivre au moins 70 personnalités, dont l'ancien président, actuellement en exil en Guinée équatoriale. Yahya Jammeh pourrait être appelé à répondre d'atrocités, notamment l'exécution d'au moins 240 personnes.

Dans un communiqué émis par le ministère gambien de la Justice, le président Adama Barrow a souligné qu'il s'agit de « la première fois que la CEDEAO établit un tribunal spécial pour poursuivre en justice les responsables de crimes graves commis sur le territoire d'un État membre ». Il a exprimé sa « gratitude » pour cette « décision monumentale ».

Le nouveau tribunal sera composé de juges gambiens et de magistrats provenant d'autres pays de la sous-région. Un procureur spécial, dont la nomination est prévue dans les mois à venir, aura également la possibilité de renvoyer certaines affaires devant la justice gambienne.

Cette cour sera chargée d'examiner les nombreuses atrocités survenues en Gambie entre 1994 et 2017, notamment des exécutions sommaires, des disparitions forcées, des viols, des tortures, des détentions arbitraires, ainsi que l'administration d'un faux traitement contre le sida. Ces accusations ont été documentées par la Commission vérité, réconciliation et réparation, mise en place en 2018.

Les recommandations de cette commission ont incité les autorités gambiennes à engager des poursuites contre 70 individus, dont Yahya Jammeh, le dictateur déchu qui a fui en Guinée équatoriale après sa défaite électorale en 2016.

L'aspect international de ce tribunal devrait renforcer la légitimité de ses décisions, car il ne représentera pas uniquement la Gambie, mais l'ensemble de la CEDEAO. Cela permettra à la région tout entière de peser dans les négociations pour demander à la Guinée équatoriale d'extrader Yahya Jammeh, bien qu'aucun accord d'extradition n'existe entre les deux pays.

Reed Brody, avocat américain et membre de la Commission internationale des juristes (CIJ), a déclaré qu'il serait « difficile pour le président Obiang de Guinée équatoriale de refuser » une demande d'extradition, compte tenu de l'autorité internationale conférée par ce tribunal. Cependant, il a également souligné que le principal défi résidera dans le financement de cette cour, qui nécessitera des dizaines de milliers de dollars pour fonctionner efficacement, alors que les victimes de l'ancien régime attendent depuis des années d'être entendues par la justice.

Actuellement, les rares procès liés aux crimes commis durant les 22 ans de règne de Yahya Jammeh se sont déroulés en dehors de la Gambie. L'ex-ministre de l'Intérieur gambien et un ancien membre d'un escadron de la mort ont été reconnus coupables de « crimes contre l'humanité » et condamnés à de lourdes peines de prison en Suisse et en Allemagne. Un procès similaire pourrait également se tenir prochainement aux États-Unis.

Cette initiative marque un tournant significatif dans la quête de justice pour les victimes de la dictature de Yahya Jammeh et pourrait ouvrir la voie à une réconciliation durable en Gambie.

Photo : AFP



## Le général Brice Clotaire Oligui Nguema promulgue la Nouvelle Constitution et marque l'entrée dans la Ve République

Le Gabon a officiellement franchi un nouveau cap ce jeudi en entrant dans la Ve République. La promulgation de la nouvelle Constitution, adoptée par référendum en novembre dernier, a eu lieu le 19 décembre 2024, lors d'une cérémonie solennelle sur la place de la Libération à Libreville. Cet événement s'est déroulé devant le monument érigé en hommage aux militaires qui ont renversé Ali Bongo un an plus tôt, le 30 août 2023.

Cette nouvelle Constitution, qui constitue un tournant décisif dans l'histoire politique du pays, entrera en vigueur après les élections à venir. La date précise de ces élections reste à déterminer, mais elles devront se tenir au plus tard en août 2025.

Dans son discours prononcé à Libreville, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, président de la transition, a exprimé sa satisfaction quant à l'aboutissement de cette promesse et à la manière dont le processus référendaire s'est déroulé. Il a souligné que la Ve République devait se démarquer radicalement du régime précédent. « La maturité des différents acteurs, l'unité nationale, la tolérance, le respect de l'autre et la transparence qui ont prévalu tout au long de ce processus témoignent d'un saut qualitatif vers une ère nouvelle pour le Gabon. Cette loi fondamentale doit être le reflet de notre histoire et la plateforme de nos aspirations », a-t-il déclaré.

Le président de la transition a également

insisté sur l'importance de bâtir un État de droit, en promouvant les libertés fondamentales et les droits de l'homme.

« Nous devons garantir une justice équitable et l'égalité de tous devant la loi. Cette Constitution incarne l'espoir que la Nation place dans l'avènement d'un Gabon nouveau. La Ve République doit se positionner aux antipodes de l'ordre ancien, tant par sa gouvernance que par l'introduction de nouveaux visages et de nouvelles méthodes », a-t-il ajouté.

La Cour constitutionnelle du Gabon a validé l'adoption de la nouvelle Constitution le 29 novembre, après son approbation par 91,64 % des votants lors du référendum de mi-novembre. Cette étape est cruciale pour le retour à l'ordre constitutionnel dans le pays.

À la suite de cette adoption, des consultations ont été ouvertes pour réviser le code électoral en préparation des élections présidentielle, législatives et locales prévues pour 2025. Ces élections marqueront la fin de la période de transition qui a suivi le renversement de la dynastie Bongo et sont perçues comme une opportunité pour le Gabon de se réinventer, en construisant un avenir politique plus inclusif et démocratique.

Ainsi, le Gabon se tourne vers l'avenir avec l'espoir d'une gouvernance renouvelée et d'une participation citoyenne renforcée, dans un contexte où les attentes de la population n'ont jamais été aussi élevées.



Photo : CICC

ECONOMIE



CÔTE D'IVOIRE 

# LANCEMENT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA MINE D'OR KONÉ, LA PLUS GRANDE DU PAYS



# Lancement des travaux de construction de la Mine d'Or Koné, la plus grande du pays

Le mercredi 18 décembre 2024 restera une date historique pour la Côte d'Ivoire avec la pose de la première pierre de la mine d'or Koné, un projet ambitieux situé dans les départements de Dianra et Kani, au cœur de la région du Worodougou. Cette cérémonie, qui a rassemblé de nombreuses personnalités, dont le ministre des Mines, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, et le PDG de Montage Gold, Martino de Ciccio, s'inscrit dans les efforts de développement initiés par le Président de la République, Alassane Ouattara.

Dans son discours, le ministre Sangafowa-Coulibaly a salué l'engagement indéfectible du Chef de l'État, qui a soutenu ce projet dès ses débuts. Grâce à ce soutien, la mine d'or Koné a franchi des étapes cruciales en un temps record, avec des investissements s'élevant à 825 millions de dollars (environ 400 milliards de francs CFA) et une production d'or estimée à 152 tonnes.

Le ministre a également souligné l'importance de la collaboration entre les différentes parties prenantes, notamment les ministères de l'Environnement et des Eaux et Forêts, ainsi que les élus locaux. Il a exprimé sa gratitude envers les communautés locales, notamment les peuples Senoufo et Poirat, pour leur soutien et leurs bénédictions, essentiels à la réussite du projet.

Le projet aurifère Koné se distingue par son potentiel exceptionnel. Il promet la création de plus de 2 500 emplois durant la phase de construction et plus de 1 000 emplois directs lors de l'exploitation. Estimée à 5 millions d'onces (soit environ 155 tonnes d'or), cette mine de classe mondiale aura un impact significatif sur l'économie locale, non seulement en termes d'emplois, mais également par le développement des services et infrastructures autour du site minier.

Martino de Ciccio, PDG de Montage Gold, a exprimé sa reconnaissance envers toutes les parties prenantes, en particulier le Président Ouattara, dont la vision a permis l'essor d'un secteur minier florissant en Côte d'Ivoire. Il a également remercié les autorités locales, les

élus et les chefs coutumiers pour leur soutien tout au long du processus.

Montage Gold s'est engagé à respecter des normes élevées en matière de responsabilité sociale et environnementale. L'entreprise a lancé des programmes de formation pour les jeunes, en partenariat avec le Lycée professionnel de Mankono, afin de renforcer l'employabilité locale dans le secteur de la construction. Par ailleurs, un programme d'alphabétisation bénéficiera à 500 personnes dans la région.

En outre, Montage Gold a réaffirmé son engagement à minimiser son empreinte écologique et à respecter les droits des communautés locales. L'implication des populations dans le développement des infrastructures est au cœur des préoccupations de l'entreprise, qui aspire à établir un partenariat durable avec les habitants.

Le projet aurifère Koné représente bien plus qu'une simple exploitation minière. Il incarne un modèle de développement inclusif et durable, alliant activité minière, respect des valeurs culturelles et protection de l'environnement. Comme l'a souligné Koné Aboubakar Sidiki, représentant du président du Conseil régional du Worodougou, cette mine est une source d'espoir pour les populations des régions du Worodougou, du Béré et du Woroba. Elle promet des retombées économiques significatives tout en respectant les principes de l'éco-citoyenneté.

La pose de la première pierre de la mine d'or Koné marque le début d'une nouvelle ère pour le secteur minier ivoirien. Avec une vision claire, un partenariat efficace et un engagement fort envers les communautés et l'environnement, le projet aurifère Koné représente une opportunité majeure pour la Côte d'Ivoire, ses habitants et l'avenir économique du pays. Dans un contexte régional complexe, la Côte d'Ivoire se positionne comme un modèle d'attractivité et de stabilité pour les investisseurs, consolidant ainsi sa place parmi les leaders du secteur minier en Afrique de l'Ouest.

*Photo : Or Noir Africa*



## Seplat Energy acquiert les anciens puits de pétrole abandonnés par Exxon Mobil

Au Nigeria, la société Seplat Energy, un fournisseur d'énergie indépendant, a récemment finalisé l'acquisition des anciens puits de pétrole abandonnés par Exxon Mobil. Cette transaction, d'une valeur de plus d'un milliard de dollars, a été conclue ce jeudi à Lagos et marque une étape significative dans la stratégie de Seplat visant à accroître sa production pétrolière.

Cette initiative s'inscrit dans la volonté affirmée du président Bola Tinubu de renforcer la présence des entreprises locales dans le secteur énergétique. En prenant le contrôle de l'ensemble des opérations terrestres d'Exxon Mobil au Nigeria, Seplat Energy se positionne désormais comme le principal fournisseur indépendant d'hydrocarbures du pays, doublant ainsi ses réserves de pétrole brut.

Roger Brown, PDG de Seplat Energy, a exprimé sa gratitude envers le président Tinubu pour son soutien à cette transaction, soulignant l'importance de l'autorisation obtenue du ministère compétent. « Je tiens à remercier le président Bola Tinubu d'avoir soutenu

cette transaction et de nous avoir accordé l'autorisation nécessaire », a-t-il déclaré, exprimant son enthousiasme face à cette acquisition stratégique.

Un premier accord entre Seplat et Exxon avait été établi en 2022, mais la NNPC, la société pétrolière nationale du Nigeria, s'y était opposée, obtenant même une décision de justice interdisant la vente à un concurrent local. L'intervention personnelle de Bola Tinubu sur ce dossier témoigne de la volonté du gouvernement de rendre le secteur pétrolier nigérian plus attrayant pour les investisseurs privés, comme Seplat.

Cette acquisition représente non seulement un tournant pour Seplat Energy, mais aussi un signal fort pour l'avenir du secteur pétrolier nigérian, qui aspire à une participation accrue des acteurs locaux dans l'exploitation de ses ressources naturelles.





**ALGERIE**

**ECONOMIE**



*Photo : Les Echos d'Alger*



## **Le gouvernement veut accroître sa capacité de production de poissons**

L'Algérie s'engage à dynamiser son secteur aquacole en relançant la production d'aliments pour poissons dès 2025. Lors d'une récente réunion réunissant des acteurs locaux et l'Office national des aliments du bétail (ONAB), le ministère de l'Agriculture a réaffirmé sa détermination à soutenir l'offre locale de poissons. Actuellement, l'aquaculture ne représente qu'une fraction de moins de 5 % de la production halieutique nationale, estimée à 125 500 tonnes en 2023.

Pour atteindre ses objectifs ambitieux, le gouvernement vise à faire passer la contribution de l'élevage piscicole à 50 % de la production nationale, avec un objectif de 200 000 tonnes d'ici 2030, soit une augmentation d'environ 60 %. Plusieurs initiatives récentes témoignent de cette volonté de transformation. En mai dernier, Aqua Continentale a investi près de 8 millions USD dans une unité de production d'aliments pour poissons, bénéficiant

du soutien technologique de l'entreprise américaine E.S.E Intec. Parallèlement, une coopération avec la Corée du Sud, annoncée en octobre dernier, prévoit l'installation d'une usine de production d'aliments d'une capacité de 10 tonnes par jour à Ouargla, en partenariat avec la KOICA.

Bien que le plan stratégique global n'ait pas encore été dévoilé, ces actions s'inscrivent dans une feuille de route en cours d'élaboration visant à moderniser l'industrie de la pêche et de l'aquaculture. L'objectif principal reste de renforcer l'autosuffisance alimentaire tout en diversifiant l'économie algérienne. En stimulant la production d'aliments pour poissons, l'Algérie aspire à donner un nouvel élan à son secteur aquacole, garantissant ainsi une augmentation durable de l'offre locale de poissons dans les années à venir.



# GRAND FORMAT

## UN PARCOURS ENGAGÉ ENTRE FINANCE ET DÉVELOPPE- MENT



*N'doli Jean-  
Hugues Cherif*

Dans un contexte où l'Afrique aspire à s'imposer comme un acteur clé de l'économie mondiale, les enjeux liés à la finance, au développement des infrastructures et à la gestion stratégique des ressources n'ont jamais été aussi cruciaux.

M. N'doli Jean-Hugues Cherif, spécialiste ivoirien en finance, incarne cette génération de leaders africains qui façonnent l'avenir du continent grâce à leur expertise, leur vision et leur engagement. Avec un parcours jalonné d'expériences dans des institutions prestigieuses et de contributions à des projets structurants, il illustre parfaitement le rôle que peuvent jouer les professionnels africains dans la

transformation économique et sociale de leurs pays.

Dans cette interview exclusive, M. N'doli revient sur son parcours académique et professionnel, partage les défis qu'il a dû surmonter et livre des réflexions précieuses sur des sujets d'actualité, tels que la gestion de la dette publique, les défis du financement en Afrique et les perspectives pour une croissance inclusive.

À travers ses réponses, il invite les jeunes Africains à embrasser les opportunités et à jouer un rôle actif dans la construction d'un avenir durable pour le continent.

*Bonjour M. N'doli, et merci pour le temps accordé dans le cadre de cette interview. Alors, pour commencer, pouvez-vous nous parler de votre parcours académique et de ce qui vous a orienté vers la finance ?*

Merci de me donner l'occasion de me présenter. Mon parcours académique s'articule autour d'un double cursus en sciences politiques et en management, deux disciplines qui reflètent mon intérêt pour les dynamiques entre le secteur public et le secteur privé.

Au départ, je m'orientais vers une carrière d'avocat, avec l'ambition de conseiller les états sur leurs grands projets stratégiques et contentieux internationaux. Puis, au fil du temps, cette vocation a évolué vers des aspirations de diplomatie ou de lobbying, tout en conservant un objectif clair : jouer un rôle de trait d'union entre les sphères publique et privée.

Après mon master, je traversais une période d'indécision quant à mon avenir professionnel. C'est alors qu'un mentor, expérimenté dans le domaine de la finance, m'a conseillé de débiter par l'audit. Selon lui, cette expérience m'offrirait une base analytique et financière solide, tout en me permettant de prendre le temps pour donner corps à mes véritables ambitions.

Ainsi, après des expériences en audit et conseil en management, j'ai découvert le financement de projets d'infrastructures. Ce métier incarnait ce que je recherchais depuis toujours ! Il me permettait d'être au carrefour des relations entre les états et le secteur privé, tout en combinant mes intérêts pour les enjeux politiques, économiques et financiers. Depuis, j'ai la chance de pouvoir aligner ma carrière professionnelle avec mes centres d'intérêt, en contribuant à des projets structurants tels que le financement de stades pour la CAN 2023 ou la mise en place de solutions de financement avec des banques internationales au profit de leaders africains dans le domaine des matières premières.

*Quelle a été votre trajectoire professionnelle, et les moments marquants de celle-ci jusqu'à présent ?*

Ma trajectoire professionnelle s'est construite autour d'expériences variées, qui m'ont permis de développer des compétences solides et de contribuer à des projets à fort impact. J'ai commencé ma carrière au sein de PwC Luxembourg, où j'ai acquis une expertise en audit financier et en analyse de données financières.

Ce socle de rigueur méthodologique m'a ensuite conduit à intégrer le BNETD en Côte d'Ivoire, une entreprise publique au cœur de l'action gouvernementale et du développement des infrastructures. Là, j'ai eu le privilège de m'impliquer dans des projets stratégiques, qu'il s'agisse de structurer des financements pour des infrastructures majeures ou d'élaborer des rapports visant à orienter l'investissement public dans des secteurs clés.

Toujours à Abidjan, j'ai rejoint OBARA Capital, premier hedge fund africain, où, en qualité de Senior Associate, j'ai travaillé à la mise en œuvre de solutions de financement innovantes. Dans cet environnement stimulant, j'ai conseillé des corporates, des négociants en matières premières et des institutions financières, mobilisant des fonds considérables tout en accompagnant leur montée en compétitivité sur les marchés internationaux. Depuis l'été 2023, j'évolue au sein d'Egis, acteur mondial des infrastructures, opérant entre autres plus de 4500 km de routes et 20 aéroports, en tant que consultant senior spécialisé en ingénierie financière et financement de projets. Ce poste à forte dimension internationale

m'offre l'opportunité de travailler sur des projets de premier ordre entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Plusieurs étapes marquantes jalonnent ce parcours. Parmi elles, ma contribution à un rapport sur le risque de change dans les projets d'infrastructures des pays émergents, présenté lors du dernier sommet du G20 à Rio, qui propose des recommandations importantes pour repenser les politiques de financement face aux défis économiques globaux.

Je garde également un souvenir particulier de l'étude de faisabilité du parc agro-industriel de N'gandadjika en République Démocratique du Congo. Grâce à nos travaux, ce projet financé par la Banque Africaine de Développement à hauteur de 400 millions USD, ambitionne de garantir la sécurité alimentaire de plus d'un million de personnes, un impact qui résonne profondément en moi.

Enfin, je suis fier d'avoir accompagné un négociant ivoirien dans le secteur du cacao lors de la levée de 40 millions d'Euros à des conditions de marché compétitives. Ce financement lui a permis de rivaliser avec des multinationales, incarnant ainsi la résilience et l'ambition des champions africains sur la scène mondiale.



**“***Un volet essentiel de mes responsabilités est également le pilotage d'études complexes. Par exemple, j'ai récemment conduit l'analyse de la faisabilité financière du futur métro de Belgrade, projet emblématique destiné à desservir plus de 86 millions de passagers par an.*



## *Quels défis avez-vous rencontrés et comment les avez-vous surmontés ?*

L'un des principaux défis que j'ai rencontrés au cours de ma carrière a été de m'affirmer dans un domaine où, de toute évidence, je ne disposais pas du profil classique. Issu d'un parcours académique en sciences politiques et en management, je ne bénéficiais pas de la formation technique en finance qu'on attend généralement d'un spécialiste en financement de projets. À mes débuts, cette lacune s'est traduite par des situations où l'absence de notions élémentaires limitait mon efficacité immédiate face à des interlocuteurs plus aguerris.

Poursurmonter cette difficulté, j'ai entrepris un travail de documentation personnelle approfondie, étudiant en détail les concepts financiers nécessaires pour combler mes lacunes. À cela, j'ai ajouté l'obtention de certifications professionnelles, qui ont enrichi mon bagage technique.

Cependant, ce sont ma curiosité intellectuelle et ma grande culture économique qui se sont révélées être mes meilleurs alliés. Elles m'ont permis d'enrichir les discussions d'une perspective différente, transversale, où la finance dialoguait avec l'économie, la politique et les stratégies de développement. Cette capacité à élargir le cadre d'analyse, là où d'autres restaient dans un prisme purement technique, a souvent été reconnue comme une valeur ajoutée précieuse.

In fine, en persévérant, en apprenant et en cultivant une vision holistique des problématiques qui fondent mon métier au quotidien, j'ai non seulement rattrapé mon retard technique, mais j'ai également su m'imposer dans des environnements exigeants.

## *Quelles sont vos principales responsabilités dans vos fonctions actuelles ?*

Dans mes fonctions actuelles chez Egis, en tant que consultant senior en ingénierie financière et financement de projets, mes responsabilités s'articulent autour de trois axes principaux : la structuration financière, le conseil stratégique, et le développement d'opportunités pour l'entreprise. Mon rôle consiste à analyser, concevoir et mettre en œuvre des solutions financières adaptées aux projets d'infrastructures que nous accompagnons. Cela implique d'évaluer leur viabilité économique, de structurer les plans de financement, et de négocier avec les parties prenantes, qu'il s'agisse de clients publics ou privés, d'institutions financières internationales ou de partenaires locaux.

Un volet essentiel de mes responsabilités est également le pilotage d'études complexes. Par exemple, j'ai récemment conduit l'analyse de la faisabilité financière du futur métro de Belgrade, projet emblématique destiné à desservir plus de 86 millions de passagers par an. À travers ce type de missions, je suis amené à anticiper les risques, proposer des solutions tant sur les aspects de financements que sur le business model et garantir l'alignement des projets avec les priorités économiques et sociales des états concernés. Cette capacité à conjuguer expertise technique et vision stratégique constitue une valeur ajoutée essentielle dans mon travail quotidien.

Enfin, mes responsabilités incluent un rôle actif dans le développement commercial, visant à enrichir et diversifier notre portefeuille d'activités. Cette dimension, moins technique mais tout aussi importante, est essentielle pour consolider notre positionnement sur des marchés clés, contribuant ainsi à pérenniser notre impact et affirmer notre leadership à l'échelle internationale.

**“La croissance démographique, avec une population africaine qui devrait frôler les deux milliards d’individus d’ici dix ans, impose une pression constante sur les infrastructures, l’éducation et la santé, nécessitant des investissements massifs pour accompagner cette expansion.**

***La dette publique est un enjeu crucial pour de nombreux pays africains. Quelle stratégie recommanderiez-vous pour un équilibre entre croissance économique et gestion de la dette ?***

La dette publique, lorsqu’elle est maîtrisée, peut devenir un formidable levier de transformation économique, particulièrement dans les pays africains où les besoins en infrastructures et en investissements productifs sont immenses. Toutefois, il est essentiel de déconstruire l’idée reçue selon laquelle toute dette serait synonyme de faiblesse. Si l’endettement peut être périlleux pour un ménage, il constitue, pour un État ou une entreprise, une stratégie privilégiée de financement. En finance, il est admis que la dette, souvent moins coûteuse que les fonds propres, permet d’optimiser le rendement des investissements. Cela étant, il est impératif de réserver cet outil à des fins d’investissements générateurs de croissance, plutôt qu’à la couverture des dépenses courantes, qui alourdissent les finances publiques sans créer de valeur.

L’enjeu central reste toutefois la confiance : celle que les créanciers placent dans la capacité d’un État à honorer ses engagements. Les exemples abondent, comme celui de la France, qui parvient à emprunter à des taux avantageux malgré un déficit chronique. Cela s’explique par la solidité perçue de son système fiscal et sa crédibilité institutionnelle. À l’inverse, de nombreux pays africains sont confrontés à une certaine schizophrénie : leurs populations réclament des infrastructures modernes, mais s’opposent souvent à l’instauration de nouvelles taxes ou même au paiement des impôts existants. Cette tension, bien que compréhensible, complique la tâche des gouvernants, qui peinent à financer des projets essentiels tout en répondant aux attentes d’équité et de transparence de leurs citoyens.

Pour concilier croissance économique et gestion durable de la dette, les États africains doivent à mon sens repenser leur approche. Une piste prometteuse réside dans l’implication directe des populations en leur permettant d’investir dans des infrastructures ou des entreprises publiques, ce qui renforcerait à la fois leur sentiment d’appartenance et leur confiance dans l’action publique. Parallèlement, il s’agira de créer un environnement attractif pour les investisseurs privés, en encourageant des partenariats où le capital remplace, au moins en partie, l’endettement. En s’engageant dans cette voie, les pays africains pourraient non seulement alléger la pression exercée sur leur dette publique, mais aussi ancrer leur croissance dans une dynamique inclusive, où chaque acteur, du citoyen à l’investisseur, participe à la construction d’un avenir plus prospère et durable.

*Selon vous, quels sont les défis majeurs auxquels les systèmes financiers africains seront confrontés dans les dix prochaines années ?*

Les systèmes financiers africains se préparent à affronter des défis considérables dans la décennie à venir, dans un environnement où les besoins en capitaux croissent à un rythme vertigineux. La croissance démographique, avec une population africaine qui devrait frôler les deux milliards d'individus d'ici dix ans, impose une pression constante sur les infrastructures, l'éducation et la santé, nécessitant des investissements massifs pour accompagner cette expansion. Parallèlement, le changement climatique, avec ses conséquences potentiellement dévastatrices, exige des ajustements rapides pour protéger nos environnements et adapter nos modes de vie. Ces deux tendances combinées entraîneront une demande accrue de financements, que les structures actuelles peinent déjà à satisfaire.

Pour naviguer dans cet océan de besoins, il devient impératif de bâtir des marchés de capitaux solides et performants, capables de canaliser l'épargne publique et de libérer le potentiel de financement local. L'objectif est double : mobiliser l'épargne publique afin d'accroître la masse de capitaux disponibles pour l'investissement et réduire la dépendance aux financements internationaux, souvent assortis de risques de change importants. Les récurrents scandales financiers, tels que les arnaques de type Ponzi qui éclatent sur le continent, laissent entrevoir que des ressources financières considérables demeurent inexploitées. Les citoyens, souvent réticents à investir dans les circuits traditionnels, pourraient pourtant jouer un rôle central dans le financement de leur propre développement, à condition que des dispositifs sûrs et accessibles leur soient offerts.

Enfin, les réformes doivent également cibler les institutions disposant de capitaux significatifs, telles que les caisses de retraite et les compagnies d'assurance. Ces acteurs, encore trop souvent cantonnés à financer les dettes souveraines, pourraient jouer un rôle transformateur s'ils réorientaient une partie de leurs ressources vers l'économie réelle. Prenons l'exemple du Togo, où la CNSS collecte près de 80 milliards de FCFA (120 millions d'euros) chaque année. Si ces fonds étaient partiellement investis dans des obligations émises par des PME ou des véhicules spécifiques dédiés aux infrastructures, l'impact sur le développement économique et social serait considérable. Ainsi, la structuration de mécanismes financiers innovants et inclusifs est non seulement une nécessité, mais une opportunité pour bâtir des économies africaines résilientes et autonomes.





*Quels conseils donneriez-vous aux jeunes Africains qui souhaitent se lancer dans une carrière en finance ?*

Premier conseil : ne surtout pas faire comme moi ! (rires). Je ne sais pas si je suis légitime pour répondre à cette question compte tenu de mon parcours. D'autant que je suis moi-même en quête de conseils pour m'améliorer. Du haut de ma modeste expérience, je dirais que la clé réside dans une approche équilibrée entre la formation théorique et le développement des compétences pratiques. Bien sûr, la formation théorique reste essentielle, car elle constitue la base nécessaire pour comprendre les principes fondamentaux de la finance, des marchés financiers et des techniques d'analyse. Toutefois, à côté de cette connaissance académique, il est essentiel de développer une compréhension pratique des métiers de la finance et d'acquérir les compétences techniques spécifiques qui vous permettront de vous démarquer dans un environnement professionnel en constante évolution.

Les compétences techniques sont multiples et varient selon les spécialités visées. Maîtriser les outils d'analyse (Excel, VBA, etc.), comprendre les dynamiques économiques globales, savoir manipuler des modèles financiers complexes, voilà autant d'atouts qui peuvent faire la différence. Au-delà de cela, il est aussi important de cultiver des compétences transversales, telles que la gestion de projet et la capacité à communiquer efficacement, notamment dans des environnements multiculturels et internationaux. Ces qualités, qui échappent souvent à la simple évaluation académique, sont tout aussi déterminantes pour tracer une carrière réussie.

Enfin, je les inciterais à ne pas attendre que les opportunités viennent à eux, mais à se lancer activement dans des expériences concrètes. Que ce soit à travers des stages, des projets ou même des initiatives personnelles, l'expérience sur le terrain est irremplaçable. En finance, il ne suffit pas d'étudier les théories, il faut aussi savoir les appliquer et s'adapter en permanence à un monde en perpétuelle évolution. Loin de se limiter à un cursus classique, l'apprentissage continu, la curiosité intellectuelle et la capacité à saisir les défis comme des opportunités de dépassement sont des qualités qui, alliées à une formation rigoureuse, offriront les clefs d'une carrière riche et pérenne.

**“***Les récurrents scandales financiers, tels que les arnaques de type Ponzi qui éclatent sur le continent, laissent entrevoir que des ressources financières considérables demeurent inexploitées.*

## *Quels changements aimeriez-vous voir dans l'écosystème financier ivoirien et africain pour favoriser une croissance inclusive ?*

Pour favoriser une croissance véritablement inclusive en Côte d'Ivoire et à travers le continent africain, il me semble essentiel de repenser l'écosystème financier, en particulier à travers le prisme du secteur agricole. L'agriculture, bien que fondement de nombreuses économies africaines, souffre encore de faiblesses structurelles majeures, telles que la faible mécanisation, l'insuffisance des semences améliorées et les limitations des infrastructures de stockage. Ces déficits conduisent à des rendements bien en deçà des attentes, comparés à ceux de pays concurrents. L'exemple de l'hévéa est particulièrement frappant : en Côte d'Ivoire, le rendement moyen par hectare est d'environ 1,5 tonne par an, tandis qu'au Vietnam, un pays aux conditions de culture similaires, les rendements avoisinent les 4 tonnes par hectare. Cette différence s'explique en grande partie par une mécanisation avancée et une gestion optimisée de la filière, facteurs essentiels à l'augmentation des rendements.

Pour inverser cette tendance, il est impératif de concevoir des solutions de financement innovantes, permettant de moderniser le secteur agricole. Cela pourrait passer par la création de fonds dédiés spécifiquement à la mécanisation des exploitations, à l'achat de semences de qualité et à la construction d'infrastructures de stockage. Ces mécanismes financiers devraient, en outre, être accompagnés de stratégies de partage des risques entre les États, les institutions financières et le secteur privé, afin de garantir la pérennité des investissements dans un secteur considéré comme à haut risque. Une telle approche permettrait non seulement d'augmenter considérablement les rendements agricoles, mais aussi de multiplier par deux ou trois les revenus des paysans, contribuant ainsi à éradiquer durablement la pauvreté.

Cependant, je suis pleinement conscient que, bien que ce type de réforme soit fondamental et plein de promesses, sa mise en œuvre effective est une tâche complexe et ambitieuse. Cela nécessite des efforts coordonnés entre les gouvernements, les institutions financières et le secteur privé, ainsi qu'une volonté politique forte et durable. Néanmoins, une fois cette transformation engagée, elle permettrait non seulement d'augmenter les rendements agricoles mais aussi de maintenir un niveau élevé d'exportations de matières premières, générant ainsi des flux de devises indispensables pour nos économies. Parallèlement, l'abondance de matières premières pourrait nourrir les ambitions des champions nationaux en devenir, leur fournissant les ressources nécessaires à leur industrialisation. En réformant profondément l'écosystème financier pour soutenir le secteur agricole, nous parviendrions ainsi à résoudre la question de la pauvreté tout en posant les bases d'une économie diversifiée et résiliente.



## “*Mot de fin*”

Je tiens à vous remercier pour cet échange qui m’a permis de partager une partie de mon parcours et mes réflexions sur les enjeux financiers et économiques auxquels nous faisons face. Chaque étape de ma carrière a été guidée par l’envie de contribuer, à mon échelle, à la transformation de notre continent.

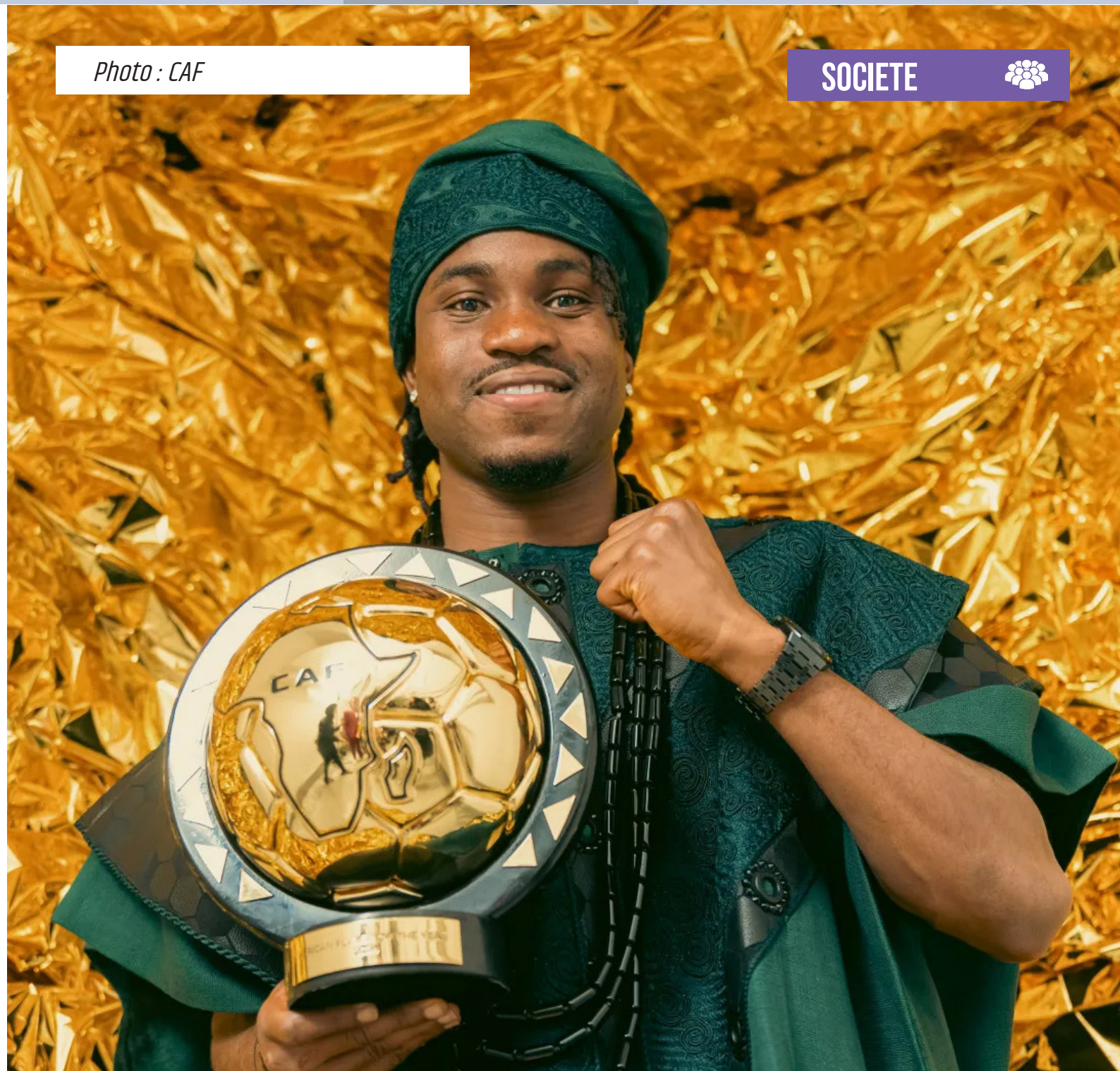
Je suis convaincu que l’Afrique regorge de talents et de ressources, mais il nous appartient de structurer ces atouts pour en tirer le meilleur. La route est longue et exigeante, mais les opportunités sont immenses pour ceux qui osent s’engager avec sérieux et persévérance. Merci encore pour cette opportunité d’échanger, et j’espère que ces quelques mots pourront inspirer ou éclairer ceux qui souhaitent contribuer au développement de nos économies.





*Photo : CAF*

SOCIÉTÉ



# CAF AWARDS 2024

## ADEMOLA LOOKMAN, BALLON D'OR AFRICAIN APRÈS UNE SAISON ÉCLATANTE



CAF AWARDS 2024

SOCIÉTÉ



# Ademola Lookman, Ballon d'Or africain après une saison éclatante



Le Nigérian Ademola Lookman a été couronné joueur africain de l'année lors des CAF Awards 2024, une distinction qui récompense une saison exceptionnelle tant avec les Super Eagles qu'avec son club, l'Atalanta Bergame. La cérémonie, qui s'est tenue à Marrakech le 16 décembre, a vu Lookman s'imposer face à une concurrence de taille, notamment le Marocain Achraf Hakimi, l'Ivoirien Simon Adingra, le Sud-Africain Ronwen Williams et le Guinéen Serhou Guirassy.

Lookman a été un acteur clé lors de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2024, menant son équipe en finale grâce à des performances remarquables. Il a marqué des buts décisifs en huitièmes de finale contre le Cameroun et en quarts de finale contre l'Angola. Bien que les Super Eagles se soient inclinés en finale face à la Côte d'Ivoire, son talent et son impact sur le jeu lui ont valu une place dans le XI type du tournoi.

En club, l'attaquant nigérian a également brillé. Avec l'Atalanta, il a participé à deux finales : la Coupe d'Italie, où son équipe a été battue par la Juventus, et la Ligue Europa, où il a réalisé une performance mémorable en inscrivant un triplé contre le Bayer Leverkusen. Cette performance a permis à l'Atalanta de remporter son premier titre européen, un moment historique pour le club.

Au total, Ademola Lookman a été décisif à 51 reprises en 2024, avec un impressionnant bilan

de 51 buts et passes décisives en 83 matches. Son rythme de jeu est tout simplement phénoménal, et sa détermination à réussir est palpable. Lors de la remise du prix, il a exprimé sa gratitude : « Ce prix est une bénédiction. Être reconnu comme le meilleur joueur d'Afrique est quelque chose d'incroyable. Il y a quatre ans, ma carrière était au plus bas, mais aujourd'hui, je suis ici en tant que meilleur joueur d'Afrique. Ne laissez pas vos échecs arrêter vos rêves. »

Né à Londres de parents nigériens, Lookman a rapidement compris que le football était sa vocation. Il a fait ses débuts professionnels avec Charlton, avant de passer par plusieurs clubs en Angleterre, notamment Everton et Fulham, ainsi que le RB Leipzig en Allemagne. En 2022, il a choisi de représenter le Nigeria sur la scène internationale, une décision qui s'est avérée fructueuse. À seulement 27 ans, il a désormais gravé son nom parmi les légendes du football africain, succédant à son compatriote Victor Osimhen, sacré en 2023.

Ademola Lookman incarne l'excellence et la résilience, et son parcours inspire de nombreux jeunes footballeurs à travers le continent. Sa victoire aux CAF Awards 2024 est non seulement un hommage à son talent, mais aussi un symbole d'espoir pour tous ceux qui aspirent à réaliser leurs rêves, peu importe les obstacles rencontrés en chemin.



**RWANDA**

**SOCIÉTÉ**



## **Génocide des Tutsis au Rwanda : Confirmation de la réclusion à perpétuité pour un ancien gendarme rwandais, naturalisé français**

Le mardi 17 décembre, la cour d'assises de Paris a confirmé la peine de réclusion criminelle à perpétuité prononcée en première instance contre Philippe Hategekimana, un ancien gendarme rwandais. Reconnu coupable de génocide et de crimes contre l'humanité, il a été jugé pour presque tous les chefs d'accusation retenus contre lui. Après six semaines et demie de procès en appel, la cour a réaffirmé la gravité des actes commis par Philippe Manier, son nom d'emprunt après sa naturalisation française, qui a joué un rôle actif dans le génocide des Tutsis en 1994.

Naturalisé français en 2005 sous le nom de Philippe Manier, cet homme de 67 ans a été reconnu coupable d'avoir participé ou encouragé le meurtre de nombreux Tutsis dans la préfecture de Butare, au sud du Rwanda. Le président de la cour a souligné son rôle déterminant dans le génocide, affirmant que, sans son intervention, les événements n'auraient pas atteint une telle ampleur.

À l'issue de l'audience, Alain Gauthier, président du Collectif des parties civiles pour le Rwanda

(CPCR), s'est dit satisfait de cette décision qu'il attendait avec confiance. Il a souligné que la défense de Philippe Hategekimana, qui affirmait n'être pas présent lors des faits, était difficilement crédible.

Malgré les accusations, l'ancien gendarme a toujours nié toute implication dans le génocide, allant jusqu'à prétendre avoir sauvé des Tutsis. Surnommé «Biguma» à l'époque des faits, il était accusé d'avoir participé à plusieurs massacres, y compris celui du bourgmestre de Ntyazo, qui s'opposait à la mise en œuvre du génocide dans sa commune. L'accusation a également mis en avant son rôle dans l'établissement de barrages routiers, utilisés pour contrôler et assassiner des civils tutsis.

Les avocats de Philippe Manier ont annoncé leur intention de se pourvoir en cassation.

Le génocide au Rwanda, qui a eu lieu entre avril et juillet 1994, a causé la mort de plus de 800 000 personnes, principalement des Tutsis, selon les estimations de l'ONU.





## Une étude alarmante révèle 600 000 assassinats et 2 millions de kidnappings en une année

Pour la première fois, le Bureau national des statistiques du Nigeria a publié une étude sans précédent intitulée « Enquête sur la criminalité et la perception de la sécurité ». Réalisée auprès de 12 000 foyers à travers le pays, cette enquête met en lumière des résultats inquiétants, bien que certains analystes expriment des réserves quant à la méthodologie utilisée pour obtenir ces chiffres. Dans un pays de plus de 220 millions d'habitants, la collecte de données fiables sur la criminalité et la sécurité demeure un défi. Toutefois, il est rare que le gouvernement nigérian communique aussi ouvertement sur les réalités vécues par la population en matière de sécurité. Les projections issues de cette enquête sont particulièrement troublantes : entre mai 2023 et avril 2024, le Bureau national des statistiques estime que plus de 600 000 personnes auraient été « assassinées » au Nigeria.

Les chiffres concernant les kidnappings sont tout aussi alarmants. Selon l'étude, plus de 2 millions de personnes auraient été enlevées

durant la même période, principalement dans les États du Nord-Ouest et du Nord-Central, où des groupes armés, communément appelés « bandits », sévissent. Ce phénomène criminel aurait généré des revenus dépassant un milliard d'euros pour les ravisseurs, un montant supérieur au budget national de la défense du pays.

Cependant, ces chiffres sont contestés par de nombreux analystes. Une étude indépendante menée par le cabinet SBM Intelligence, basé à Lagos, estime que seulement 7 568 personnes auraient été kidnappées au Nigeria entre juillet 2023 et juin 2024. De plus, les projections de ce cabinet indiquent que le montant total des rançons ne dépasserait pas 7 millions d'euros. Cette divergence dans les données soulève des questions sur la réalité de la criminalité au Nigeria et sur la manière dont les statistiques sont collectées et interprétées. Alors que le pays fait face à des défis de sécurité croissants, il est essentiel d'obtenir des informations précises et fiables pour mieux comprendre et répondre à ces problèmes.





MOZAMBIQUE

SOCIÉTÉ



## Catastrophe après le passage du cyclone Chido, l'UNICEF tire la sonnette d'alarme pour les enfants vulnérables

Le gouvernement du Mozambique a décrété deux jours de deuil national en hommage aux victimes du cyclone Chido, qui a frappé le pays il y a près d'une semaine. Selon un bilan préliminaire, cette catastrophe a causé la mort de 73 personnes et fait 600 blessés. Alors que les opérations de recherche se poursuivent et que les efforts de secours s'intensifient, l'UNICEF exprime de vives préoccupations concernant la situation des enfants touchés par cette tragédie.

Yannick Brand, représentant adjoint de l'UNICEF au Mozambique, a évoqué un « niveau de dévastation dramatique ». Plus de 35 000 habitations ont été détruites, affectant environ 330 000 personnes, dont 90 000 enfants. Ce chiffre, encore provisoire, pourrait augmenter considérablement dans les jours à venir, à mesure que les zones sinistrées deviennent accessibles et que des évaluations plus détaillées sont effectuées.

L'accès à l'eau potable est une priorité absolue

dans cette situation. L'UNICEF s'efforce de rétablir cet accès vital pour les enfants, tout en veillant à leur fournir des soins médicaux pour prévenir la propagation de maladies telles que le choléra, alors que la saison des pluies ne fait que commencer.

Pour faire face aux besoins urgents des jours et semaines à venir, l'UNICEF estime qu'il faut mobiliser 10 millions de dollars. Ce montant s'ajoute aux 51,3 millions de dollars demandés dans le cadre du plan de réponse humanitaire pour l'année 2024, qui n'avait été financé qu'à hauteur de 21 % à la fin juin 2024.

Dans ce contexte critique, les agences onusiennes préparent un appel à la mobilisation financière pour fournir une aide essentielle au Mozambique. La situation reste préoccupante, et il est impératif d'agir rapidement pour protéger les enfants et les familles touchés par cette catastrophe naturelle.

## TRAGÉDIE EN MÉDITERRANÉE

SOCIÉTÉ



# 20 migrants perdent la vie dans un naufrage au large de la Tunisie

Les autorités tunisiennes ont récemment récupéré les corps de 20 migrants, victimes d'un naufrage survenu au large de la côte méditerranéenne, près d'un point de départ prisé par ceux qui tentent de rejoindre l'Europe par voie maritime. Dans un communiqué publié mercredi, la Garde nationale a annoncé que ses garde-côtes, intervenant sur le site du naufrage, avaient réussi à secourir cinq personnes, tandis que les corps des 20 autres ont été retrouvés à environ 24 kilomètres des côtes, au nord de Sfax. Cette zone se situe à environ 130 kilomètres de l'île italienne de Lampedusa, souvent considérée comme une première étape pour les migrants.

La Garde nationale a précisé qu'elle poursuivait activement les recherches pour retrouver d'éventuels disparus, sans toutefois fournir d'informations précises sur le nombre de personnes qui se trouvaient à bord du navire au moment du départ. Malgré les efforts déployés par les autorités tunisiennes, soutenues par l'Europe, pour renforcer la surveillance des frontières et prévenir les tragédies en mer, les naufrages continuent de se produire. La semaine dernière, par exemple, les autorités avaient déjà découvert les corps de neuf personnes échouées sur le même littoral.

Les embarcations utilisées par les migrants, souvent des bateaux vétustes en fer, sont fréquemment en mauvais état, ce qui augmente considérablement les risques de naufrage. Bien qu'il n'existe pas de chiffres

officiels sur le nombre exact de victimes, des organisations internationales et des ONG tunisiennes estiment que des centaines de personnes ont perdu la vie en mer cette année. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), plus de 1 100 personnes sont mortes ou portées disparues en Méditerranée centrale, notamment au large des côtes tunisiennes et libyennes. Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux avance que le nombre de décès ou de disparitions pourrait se situer entre 600 et 700 au large des côtes tunisiennes.

En 2024, plus de 19 000 migrants ont quitté la Tunisie pour rejoindre l'Italie, dont une grande partie a ensuite demandé l'asile. Ce chiffre est nettement inférieur aux plus de 96 000 migrants ayant effectué le même trajet à la même période l'année précédente. La majorité des arrivées en Italie cette année concerne des migrants originaires du Bangladesh, de Tunisie et de Syrie.

Il est important de noter qu'il n'existe pas de statistiques officielles concernant la population migrante en Tunisie. Cependant, des milliers de migrants vivent dans des conditions précaires, souvent dans des camps de fortune établis au milieu des oliviers près du littoral de Sfax. Cette situation met en lumière les défis humanitaires auxquels ces individus, en quête d'une vie meilleure, sont confrontés, ainsi que la nécessité d'une réponse internationale coordonnée pour faire face à cette crise persistante.



# Mian Media

Inform & Engage Africa



## Hamaniè

### Contactez-nous



[emmanuel.mian@mianmedia.com](mailto:emmanuel.mian@mianmedia.com)



(+33) 7 55 89 00 81



(+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet  
[www.mianmedia.com](http://www.mianmedia.com)